

La politique et les militantismes : Les raisons du non-engagement étudiant

Axelle Bazin et Martin Chevallier



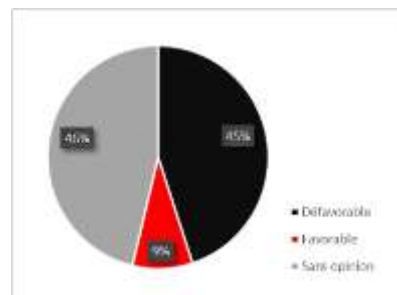
La majorité des étudiants se dit non-engagée* dans la politique ». C'est l'un des constats de l'enquête menée en novembre 2016 sur le comportement des étudiants des universités de Paris 8 et de Paris 10 face à la politique. D'après les résultats de cette étude, seuls 19% des étudiants s'étaient dit mobilisés contre La Loi Travail. Pourtant, ils étaient 53% à émettre une opinion défavorable contre celle-ci. En parallèle, 39% des étudiants s'étaient dit sans opinion. Quelles sont alors les raisons du non-engagement ? Pour comprendre les raisons, il faut d'abord comprendre qui s'engage et qui ne s'engage pas. L'analyse des différents profils des étudiants engagés et non-engagés lors des événements de la Loi Travail permet de comprendre les différents rapports à l'engagement politique.

Les événements contre la Loi Travail de mars 2016 ainsi que les présidentielles de mai 2017 proposent un contexte favorable afin d'observer l'engagement des étudiants d'aujourd'hui dans la politique. Alors que les étudiants sont majoritairement défavorables à la Loi Travail, comment se fait-il qu'une minorité d'entre eux seulement se mobilise contre elle ? Quelles sont les raisons du non-engagement politique déclarées par ces étudiants ?

Les profils d'étudiants engagés et non engagés permettent de comparer et d'analyser les raisons de leurs différents rapports à la politique. Leur degré d'engagement politique résulte majoritairement de l'influence familiale puis ensuite de l'environnement extérieur où les études et l'université jouent un rôle d'exposition. Ces données permettent de confirmer l'impact socioculturel de la famille dans la transmission politique en y présentant ses particularités dans le contexte actuel. Cette analyse va dans le sens de celle de Sébastien Michon (2008 et 2011) dans son travail sur les facteurs d'influence à la politisation. Elles viennent également appuyer l'idée du sociologue Pierre Bréchon (1995) qui explique que les jeunes ne sont pas dépolitisés mais actifs en devenir et qu'ils subissent en réalité une socialisation progressive à la politique.

Cette socialisation progressive se fait notamment par le biais des études et de l'université qui permettent l'initiation ou la continuité des étudiants dans ce domaine. L'exposition à la politique, consciente ou inconsciente permet donc de gagner de l'expérience et de favoriser l'engagement.

1. Opinion des 81 % de non-mobilisés face à la Loi Travail



Note de lecture : 1. « 45 % des étudiants qui se sont dit non-mobilisés contre la Loi Travail en avaient un avis défavorable.

Note : les « non renseigné » (5%) et les « était à l'étranger » (3%) sont exclus. Champ : Etudiants de Paris 8 et de Paris 10 en novembre 2016 défavorables à la Loi Travail. Source : Enquête universitaire « Les étudiants, la politique et les militantismes », novembre 2016.

*Encadré 1 : Définition des termes importants et spécifiques

Loi Travail : fait référence à la Loi appelée "Loi El-Khomri" présentée en mars 2016. De fortes mobilisations eurent lieu à l'encontre de cette loi, notamment parmi les étudiants. Cet ensemble de mobilisations sera désigné ici sous l'expression "d'évènement Loi Travail".

L'engagement, « Engagé », « Non-engagé » : le caractère « engagé » ou « non-engagé » de l'étudiant est défini à partir des réponses apportées à la question : « si vous ne vous êtes pas mobilisé-e dans le cadre de la loi travail, quelle-s en sont les raisons ? ». Il s'agit du point de vue subjectif de l'étudiant sur son engagement, quelle qu'ait été sa participation réelle à des actions. Ceux qui ont coché l'un des 7 motifs proposés de non-engagement sont considérés comme non-engagés et inversement. On exclut du champ les étudiants favorables à la Loi Travail. L'effectif total des étudiants défavorables s'élève à 2507.

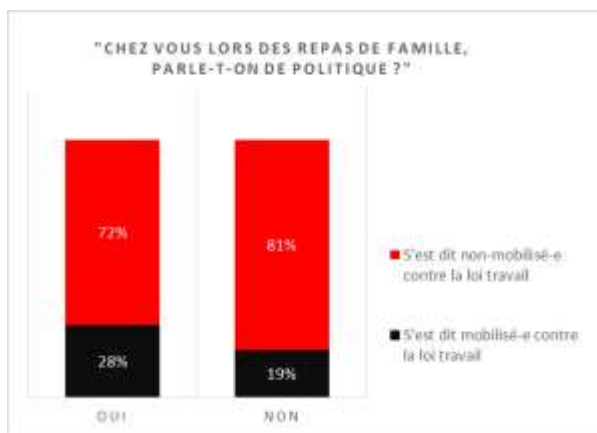
Encadré 2 : Méthodologie du test du KHI2

Le test du KHI2 permet de démontrer l'interdépendance entre deux variables. La probabilité associée au KHI2 permet de connaître la significativité des résultats. Plus le seuil de probabilité est faible et plus les possibilités d'indépendances entre les variables sont faibles. Un seuil de probabilité à 1% signifie qu'il y a 1% de risque que les variables n'aient pas de lien entre elles. Au-delà d'un seuil de 10%, on considère que les variables n'ont pas de lien entre elles.

La politisation par la famille : un facteur d'influence sur l'engagement étudiant

L'analyse du profil des étudiants engagés et du profil des étudiants non-engagés montre qu'il existe un rapport à la politique différent selon les familles. La famille qui est le premier milieu social d'un individu influence celui-ci et joue un rôle dans l'exposition à la politique. Les 28 % d'étudiants qui sont exposés à des discussions politiques au sein de leur famille se disent plus engagés de 9 points que les étudiants qui n'y sont pas exposés. Avoir des discussions politiques en famille permet d'avoir une exposition et une expérience de la politique plus importante.

2. Parler de politique dans la famille augmente l'implication dans la mobilisation contre la Loi Travail



Test du Khi2 : Seuil de significativité de 1%. 1. Note de lecture : « 28 % des étudiants qui parlent de politique lors des repas de famille se sont dit mobilisés contre la Loi Travail. Note : Les étudiants qui se sont dit « favorable à la Loi Travail » (7%), les « non renseigné » (5%) et les « était à l'étranger » (3%) sont exclus. Champ : Etudiants de Paris 8 et de Paris 10 en novembre 2016 défavorables à la Loi Travail. Source : Enquête universitaire « Les étudiants, la politique et les militantismes », novembre 2016.

Cette différence dans les familles ne permet pas aux étudiants de bénéficier de base d'une égalité d'exposition à la politique. Lorsque celle-ci est inexistante dans une famille, les étudiants qui en sont membres s'engagent moins en politique.

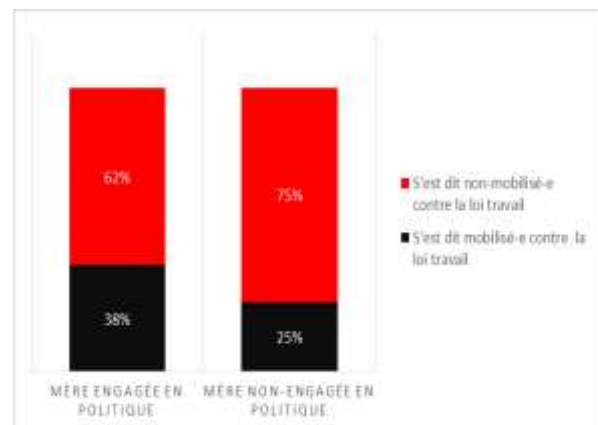
L'instruction et l'engagement politique des parents : des leviers politiques différents pour les enfants

Selon les niveaux d'instruction des parents, l'engagement politique des enfants varie. Lorsque le niveau de diplôme des parents est égal ou supérieur à un baccalauréat plus un an, l'engagement de l'étudiant est plus fort que ceux dont les parents ont des niveaux de diplôme inférieurs. Cette influence s'observe surtout par le niveau de diplôme de la mère. Alors que les étudiants ont tendance à s'engager plus quel que soit le niveau du diplôme du père, le niveau

du diplôme de la mère présente de plus grands écarts entre les différents niveaux d'instruction. En revanche, le niveau de diplôme du père et de la mère affecte le degré d'engagement de la même manière. Les étudiants les moins engagés sont ceux dont les parents possèdent un niveau d'instruction égale à un BEP, un CAP, un Brevet ou un Baccalauréat, vient ensuite les étudiants dont les parents n'ont pas de diplôme ou bien ont un niveau CEP, puis les étudiants les plus engagés dont les parents ont un niveau Baccalauréat plus un an et plus. Sur le critère du degré d'instruction, les individus n'ont pas accès de la même manière à la politique. Les étudiants apparaissent comme les témoins de l'inégalité de valeur portée à la politique par leur famille.

L'engagement politique des parents est également un facteur d'influence. Plus les parents sont engagés en politique et plus les enfants auront tendance à s'engager également. Par engagement politique des parents on entend ici, un engagement dans au moins un syndicat, un parti ou un mouvement politique. L'engagement en politique de la mère influence plus les étudiants que celui du père.

3. L'engagement politique de la mère augmente la participation de l'étudiant contre la Loi Travail



Test du Khi2 : Seuil de significativité de 1%. 1. Note de lecture : « 38 % des étudiants dont la mère est engagée dans la politique se sont dit mobilisés contre la Loi Travail. Note : Les étudiants qui se sont dit « favorable à la Loi Travail » (7%) et les « était à l'étranger » (3%) sont exclus. Champ : Etudiants de Paris 8 et de Paris 10 en novembre 2016 défavorables à la Loi Travail. Source : Enquête universitaire « Les étudiants, la politique et les militantismes », novembre 2016

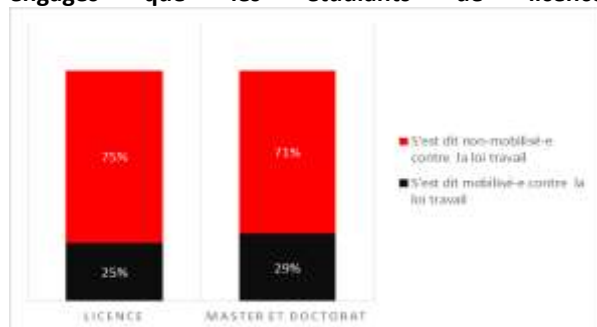
L'engagement politique se transmet par le milieu familial. Lorsque les parents ne s'engagent pas en politique, les enfants s'engagent moins. Le rôle de la mère dans cette influence est d'autant plus important car elle s'est vu attribuer par la société la tâche sexuée dite affective auprès des enfants. Ce rôle qui persiste toujours dans l'opinion publique est de s'occuper des enfants. Cette perpétuelle proximité différente avec le rôle du père fait d'elle un modèle principal d'influence important pour l'enfant.

La socialisation à la politique des étudiants dans le supérieur est différente mais progressive

Les étudiants dont le sujet d'étude n'a pas de rapport direct avec la politique se disent moins engagés que les autres étudiants. Parmi les études à sujet politique « faible », on retrouve les arts, la biologie, la médecine, les lettres, les langues, les sciences du langage, les sciences et technologie et les STAPS. Parmi les études à sujet politique « moyen », on note les études dans l'administration, l'économie, la finance, les ressources humaines et les sciences sociales. Les études à sujet politique « élevée » sont le droit et les sciences politiques. Les étudiants suivant un cursus avec un intérêt faible à la politique sont 77% à être non-mobilisés. Ceux suivant un cursus avec un intérêt moyen à la politique sont 72% à être non-mobilisés et les étudiants en cursus avec un fort intérêt à la politique sont 71%. Il y a une augmentation logique suivant le niveau d'intérêt porté à la politique dans le cadre des études, mais l'écart est minime entre les matières à intérêt « élevé » et « moyen ».

L'étudiant se dit statistiquement moins engagé quand il étudie dans une filière sans rapport avec la politique que l'étudiant ayant dans ses cours un lien plus ou moins fort avec l'étude de la politique. La filière d'étude qui expose plus ou moins à la politique influe sur l'engagement des étudiants. Elle va mettre l'étudiant en situation où sa connaissance dans ce domaine est sollicitée. Le niveau d'étude influe également sur l'engagement dans la politique. Les étudiants en licence sont 25% à se dire non-engagé et 29% en Master et Doctorat. Il y a une augmentation de 4 points entre les pourcentages des étudiants des deux différents niveaux.

4. Les étudiants de Masters et de Doctorat sont plus engagés que les étudiants de licence



Test du Khi2 : Seuil de significativité de 1%. 1. Note de lecture : « 25% des étudiants en licence se sont dit mobilisés contre la Loi Travail ». Note : Les étudiants qui se sont dit « favorable à la Loi Travail » (7%), les « non-renseigné » (1%) et les « était à l'étranger » (3%) sont exclus. Champ : Etudiants de Paris 8 et de Paris 10 en novembre 2016 défavorables à la Loi Travail.

Les étudiants qui participaient déjà à des actions politiques se disent largement plus engagés que les autres étudiants. Les étudiants déjà politisés sont 41% à ne pas se mobiliser dans le cadre de la Loi Travail contre 81% d'étudiants non-mobilisés pour les autres. La différence est très conséquente. Il faut toutefois considérer que les étudiants déjà investis politiquement sont peu nombreux. De plus, ces étudiants déjà politisés l'étaient pour la plupart déjà avant leur entrée à l'université et ce, certainement par le biais d'une socialisation primaire par la famille.

L'université comme lieu de socialisation à la politique.

La politisation est progressive et elle est aussi directement liée à la fréquentation de l'université. Cette dernière est, en plus d'un lieu d'étude, un espace de parole et de rencontre des manières de penser qui permet une large exposition à la politique. Il y est organisé des temps de paroles telles que des assemblées générales (AG) qui permettent des réflexions sur les politiques à venir comme lors des événements Loi Travail. Les transmissions d'informations y sont importantes. L'université par sa multitude d'influences contribue donc à forger l'étudiant à la politique.

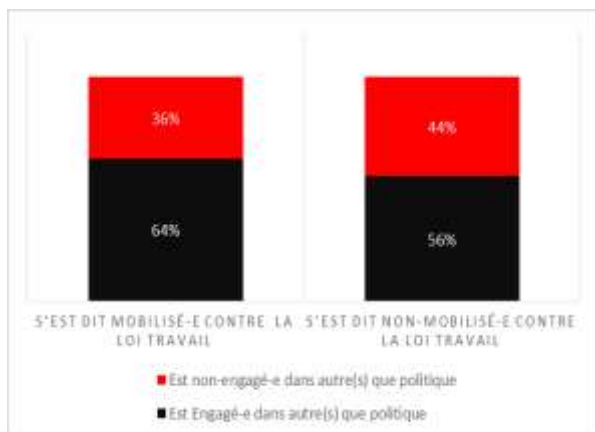
Parmi les étudiants qui se disent non mobilisés, donc non-engagé, près de 20% d'entre eux ont assisté à au moins une AG et le même pourcentage d'étudiants ont participé à au moins une des activités militantes suivantes : "nuit debout", occupation des lieux, blocus de la faculté ou la diffusion d'informations par mails, par réseaux sociaux ou par l'intermédiaire d'intervention en cours.

Une plus faible partie (12%) des étudiants qui se disent non-engagés ont également participé à au moins une manifestation contre la Loi Travail. La grande majorité des participations à chacune de ces activités étaient d'une à deux. Ces résultats permettent aussi de montrer une tendance propre à la socialisation à la politique : le profil du spectateur non légitime. Sa participation relève de la curiosité plus que de convictions profondes puisqu'elles ne sont pas encore forgées et pour cette raison, il s'est déclaré non-mobilisé. L'université joue bien un rôle dans la socialisation à la politique de l'étudiant car il s'y trouve de multiples moyens pour lui de s'y initier, par les études ou par les activités auxquelles il se retrouve exposé. Mais si l'université permet de développer cette socialisation, l'intérêt à la politique des étudiants se fait majoritairement en amont, auprès de leur famille.

Les autres types d'engagements : un frein à l'engagement politique ?

La majorité des étudiants connaissent l'engagement par le biais d'associations étudiantes, religieuses, artistiques, sportives, de solidarités ou d'entraides ou autres. Ces expériences à l'engagement chez 64% des étudiants qui se sont mobilisés contre la Loi Travail et chez 56% des étudiants qui ne se sont pas mobilisés contre la Loi Travail démontrent que les étudiants connaissent la notion d'engagement personnel et sont ainsi capables de se revendiquer dans des actions. L'expérience associative apparaît même comme un tremplin à l'engagement politique puisque les 64% des étudiants qui se sont mobilisés contre la Loi Travail étaient engagés en parallèle.

5. Une majorité des étudiants s'engagent dans des associations autres que politiques.



Test du Khi2 : Seuil de significativité de 1%. 1. Note de lecture : « 56% des étudiants qui se sont dit non-mobilisés contre la Loi Travail sont engagés dans au moins une association non politique. Note : Les étudiants qui se sont dit « favorable à la Loi Travail » (7%) et les « était à l'étranger » (3%) sont exclus. Champ : Etudiants de Paris 8 et de Paris 10 en novembre 2016 défavorables à la Loi Travail. Source : Enquête universitaire « Les étudiants, la politique et les militantismes », novembre 2016.

L'engagement religieux a lui un effet différent sur l'engagement politique. Celui-ci est différent de l'associatif dans sa définition et dans la manière dont il se vit par un individu. Lorsque les étudiants ont dit avoir une religion, ils n'étaient que 18% à s'être mobilisés contre 82% de non-mobilisés lors des événements Loi Travail. Parmi les engagés, 18% avaient donc une religion et le reste des mobilisés, 34%, n'en avait pas. Cet écart de 16 points démontre que les étudiants ayant une religion sont très peu représentés dans la mobilisation. Cette donnée interroge alors sur le poids de l'engagement religieux pour un individu et sur de potentielles divergences qu'il pourrait y avoir avec l'engagement politique.

Sur le sujet du non-engagement étudiant, apparaît également la question de la revendication politique par le désengagement en lui-même. 35% des non-mobilisés

et 49% des mobilisés estiment que l'abstention est une revendication politique. Ce moyen d'expression « silencieux » pourrait en réalité dénoncer des idées politiques qu'il serait intéressant d'étudier à travers une nouvelle enquête.

Encadré 3 : Les sources et les limites de l'enquête

Les données présentées sont le résultat de l'enquête « Les étudiants, la politique et les militantismes » réalisée en novembre 2016 par les étudiants de seconde année de licence de sociologie de Paris 8 et Paris 10. La limite de cette enquête ici réside dans la manière dont a été définie la notion d'engagement des étudiants. Pour rappel cette définition est subjective, puisqu'elle dépend de l'opinion de l'enquêté sur sa propre mobilisation. De ce fait les résultats ne sont pas objectifs, mais c'est cela qui fait la force et la particularité de cette exploitation statistique. Cela permet de penser la participation politique comme une progression, non déterminées par les actes mais par la valeur que les étudiants accordent à leurs actes.

Encadré 4 : Bibliographie

- Bréchon P., « Politisation et vote jeunes », *Agora*, 2, pp. 9-21, 1995
- Michon S., « Les effets du contexte d'études sur la politisation », *Revue française de pédagogie*, 163, 2008
- Michon S., « La lutte dans la lutte. L'espace de la mobilisation étudiante contre le contrat Première Embauche (CPE) », *Sociétés contemporaines*, 3 (83), pp. 83-106, 2011
- Prochasson C., « Jalons pour une histoire du « non-engagement », In : *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n°60, octobre-décembre 1998, *Les engagements du 20^e siècle*, pp.108-111, 1998